

Extrait du Journal La Mée Châteaubriant

<http://www.journal-la-mee.fr/1128-crise-situation-du-machinisme.html>

# Crise : situation du machinisme agricole

- Thèmes généraux - Chômage, emploi - Crise 2008-2009-2010-2011-2012 -



Date de mise en ligne : dimanche 7 juin 2009

## **Description :**

Le collectif du Machinisme Agricole de la FTM CGT qui regroupe les grands constructeurs présents en France, s'est réuni le 13 mai 2009, pour faire un état des lieux dans les entreprises et surtout renforcer les réseaux syndicaux nationaux et européens d'un secteur dominé par des groupes européens ou mondiaux. Après une année 2008 exceptionnelle, où les ventes ont explosé et les usines de production tournaient en sur-régime, (...)

---

**Journal La Mée Châteaubriant**

---

Ecrit le 3 juin 2009

# Situation du machinisme agricole



**Machine agri**

Le collectif du Machinisme Agricole de la FTM CGT qui regroupe les grands constructeurs présents en France, s'est réuni le 13 mai 2009, pour faire un état des lieux dans les entreprises et surtout renforcer les réseaux syndicaux nationaux et européens d'un secteur dominé par des groupes européens ou mondiaux.

Après une année 2008 exceptionnelle, où les ventes ont explosé et les usines de production tournaient en sur-régime, le début 2009 pourtant déjà dans la crise, a profité d'un certain élan, en raison de commandes 2008 restant à honorer, et de prévisions quelque peu optimistes de la part des dirigeants qui lançaient un peu partout : ce n'est pas une crise du monde agricole mais une crise financière.

## Commandes en forte chute

A présent, tous les grands groupes sont très fortement touchés par la crise. Partout les commandes sont en forte chute, les usines subissent des baisses de production importantes. RTT et congés des salariés ont déjà été utilisés pour des fermetures et le chômage partiel est déjà en place chez certains.

La situation ne s'améliore toujours pas alors que nous sommes dans une période estivale qui voit normalement le niveau des commandes augmenter. Très certainement la faute, aux marchés de l'Europe de l'Est qui se sont complètement écroulés après des années de forte croissance. Dans ces pays, il y aurait un véritable problème de financement, les banques occidentales ont fermé les robinets.

On peut légitimement penser qu'il y a également un problème de financement dans les pays de l'Europe de l'Ouest. A cela s'ajoutent les baisses de revenus des céréaliers, des subventions européennes distribuées différemment, et la baisse du prix du lait va encore plus ancrer durablement la crise dans le secteur.

Aujourd'hui, les stocks sont très importants dans les concessions, chez les importateurs et dans les usines, ils sont à écouler prioritairement, pénalisant un peu plus la production.

## Machinisme : pas aidé

Mais, dit la CGT, nous souhaiterions mieux comprendre et maîtriser la situation. Nous n'avons pas confiance dans les informations distillées par nos directions respectives. « Nous avons donc décidé de rentrer en contact avec les organisations d'agriculteurs, cet échange doit nous permettre d'appréhender au mieux les aspects financements et subventions. Peut-être aussi avoir une meilleure perception de nos produits respectifs. En tant que citoyens nous avons également droit de savoir si les banques utilisent ou pas les milliards d'euros prêtés par l'Etat pour financer les besoins des agriculteurs ».

L'industrie du machinisme agricole, contrairement à l'automobile, n'a pas été aidée. Le marché de ce secteur est le premier en Europe, des centaines de milliers d'emplois sont concernés directement ou indirectement. Malgré cela il n'y a plus aujourd'hui aucun grand constructeur français, tout le secteur est dominé par des grands groupes tels JOHN DEERE, NEW HOLLAND, AGCO, CLAAS, KUHN, ARGO. Les sièges respectifs de ces groupes ne sont donc pas en France et les décisions sont prises à l'échelle européenne ou mondiale. Bien difficile donc pour les syndicalistes et les salariés français d'être entendus.

A cette crise qui met à mal l'outil industriel, force est de constater que partout, dans chaque groupe, les usines de production ne sont que des centres de coûts, avec des objectifs élevés et des budgets serrés. Quand les groupes affichent des bénéfices colossaux, les usines sont juste à l'équilibre voire en déficit. Les salariés sont ainsi toujours sous la pression du résultat et dans ces conditions c'est toujours plus facile de justifier des délocalisations. D'ailleurs ces méthodes de « patrons voyous » ont été quelques peu mises à mal par des récents contrôles fiscaux chez AGCO et au GIMA à Beauvais. Les agents du fisc ont constaté que les groupes ne permettaient pas à leur usine de dégager les réels bénéfices engendrés par leur activité.

Au niveau européen, le grand nombre d'organisations syndicales et les problèmes de langue sont des obstacles, mais cela est devenu indispensable de se regrouper. « Dans notre secteur, nos collègues allemands d'IG Metall, sont à l'initiative de la création en 2008 d'un réseau européen des syndicats du Machinisme Agricole. La CGT y a apporté sa contribution. A présent, il reste à renforcer et confirmer ce réseau, un plan de travail, des sujets communs et des rencontres sont d'ores et déjà élaborés »

Les quelques années de travail issues de ces rencontres européennes montrent les grandes différences syndicales entre pays, non pas dans les idées, mais dans la force du syndicalisme. « Si les Allemands sont admiratifs de voir autant de travailleurs français dans les manifestations, nous le sommes tout autant de voir le nombre de salariés qui cotisent aux syndicats, les moyens dont ils disposent dans les entreprises et leur présence dans les conseils de surveillance ». On peut même avancer que c'est très certainement leur force syndicale qui leur permet de se préserver beaucoup mieux que nous des délocalisations et de conserver encore de nos jours une industrie mécanique de pointe avec des centaines de milliers d'emplois ».

(communiqué CGT)

## Kuhn-Huad

Lors d'une conférence de presse commune après la manif du 26 mai, les organisations syndicales de Châteaubriant affirment :

« Chez Kuhn-Huard nous avons habituellement 120-140 intérimaires. Il n'en reste plus que 80. Les sous-traitants trinquent. Là où nous avons 20-25 % de sous-traitance, il n'en reste plus que 5 %. L'entreprise cherche à faire des économies, y compris en dénonçant le contrat de nettoyage avec TFN : il faut donner le même travail avec moins de temps » - « Le plan d'investissement prévu sur 2-3ans est retardé, ce qui va entraîner une baisse de travail pour d'autres »

## TFN : la guerre

TFN est une société européenne de nettoyage, 60 agences en France dont une à Soudan. Pour le délégué : « Nous subissons la crise de Manitou (Ancenis), Derval (laiterie), Kuhn et les autres. Les temps descendent toujours. Bientôt on va nous proposer des postes à Tataouine et si nous refusons ce sera une rupture de notre fait ! Les heures, c'est la guerre ! »

## RBL : encore 6

L'entreprise RBL a déjà connu 6 licenciements, puis 9. Six autres sont annoncés maintenant. On arrivera donc à 21 suppressions de postes (sur 108 salariés). Et pourtant l'employeur n'est pas tenu à élaborer un plan social, puisqu'il a procédé par petits paquets ! « Presque tous les élus, ou anciens élus du comité d'entreprise, ont été liquidés. De même que les salariés les plus anciens, ceux qui bénéficient d'une prime d'ancienneté »

Dans quelques mois, quand ça ira mieux, le chef d'entreprise réembauchera. Il aura sans doute même des primes de l'Etat pour cela ! « Et les nouveaux embauchés n'auront plus droit aux primes d'ancienneté ».

Le délégué syndical CFDT signale que les salariés de RBL ne sont pas soumis au chômage partiel : l'employeur préfère profiter de la crise pour licencier, tout en versant des dividendes à ses actionnaires.

## Propagande

Dans son bulletin n°24, la Com'Com' du Castelbriantais annonce fièrement que « 500 intentions d'embauche » sont répertoriées dans l'enquête « Besoin de main d'oeuvre (BMO) 2009 ». Cette présentation est tendancieuse parce que ....

« Un besoin de main d'oeuvre n'est pas une intention d'embauche ! « J'aurais bien besoin d'un salarié supplémentaire, mais je n'ai pas le moyen de le payer »

« L'enquête BMO 2007 faisait état d'un besoin de 928 salariés, celui de 2008 parlait de 1029 salariés. Le BMO 2009 est donc en forte diminution. La Com'Com' ne le dit pas ... !

[Voir BMO 2009](#)

